

Intérêt économique de la lutte contre les épizooties

par M. F. SENTHILLE

L'intérêt économique de la lutte contre les épizooties est à l'origine de la profession vétérinaire en France et dans le monde. Les historiens de la deuxième moitié du XVIII^e siècle nous rapportent que BERTIN, Secrétaire d'Etat à la Maison du Roi et à l'Agriculture, disciple des physiocrates pour qui l'exploitation du sol doit être une source de richesses, sensible aux idées des Encyclopédistes pour qui toute science est facteur de progrès et tout progrès émane de la science, inquiet de la détresse des paysans dont le bétail était lourdement éprouvé par les fléaux épizootiques, prit en 1761 la décision de confier à BOURGELAT la mission de créer un corps de praticiens aptes à combattre les maladies des animaux. Ainsi furent fondées les Ecoles Vétérinaires; celle de Lyon, la première en date dans le monde entier, fut ouverte en 1762; peu après, en 1765, celle d'Alfort. Après deux siècles d'existence, on sait que les vétérinaires français n'ont pas limité leur action au seul domaine de la protection du bétail, qu'ils ont contribué au progrès des sciences biologiques et à leurs applications à l'hygiène publique et à la production animale et joué un rôle important dans l'œuvre civilisatrice de la France.

Dans le domaine de la lutte contre les épizooties on ne peut omettre de rappeler que, depuis les découvertes de PASTEUR qui trouva parmi les vétérinaires des défenseurs et des disciples, de graves maladies, jadis véritables fléaux de l'élevage, ont disparu d'une façon totale ou ne provoquent plus que des pertes négligeables.

Ainsi en est-il de la péripneumonie et de la peste de l'espèce bovine, de la morve des équidés, du charbon bactérien pour l'espèce ovine, du rouget du porc, de la rage et du tétanos pour de nombreuses espèces domestiques.

Il est, de toute évidence, impossible d'évaluer même de manière approximative l'importance des pertes économiques de ces épizooties disparues ou efficacement combattues. On peut cependant, comparant l'état de l'élevage français à celui de pays en voie de développement où ces maladies sévissent encore, affirmer que par

l'application de méthodes de prophylaxie rationnelle, poursuivie depuis bientôt un siècle, notre pays est parvenu à augmenter le nombre et à accroître la qualité de son cheptel qui représente l'une des principales richesses nationales.

Mais aujourd'hui, mieux que par des exemples pris dans des pays étrangers, l'intérêt économique de la lutte contre les épizooties en France peut être démontré en s'attachant à estimer :

- 1° la valeur du cheptel considéré comme capital,
- 2° la valeur du revenu de l'agriculture,
- 3° la valeur des pertes économiques provoquées par les principales maladies épizootiques.

1° Estimation de la valeur du cheptel français.

Prenant pour base les dernières enquêtes (octobre 1962) et une valeur moyenne pour chaque catégorie de chacune des espèces domestiques, calculée d'après les cours de cette même époque, on obtient les résultats mentionnés dans le tableau annexe, faisant apparaître pour l'ensemble de l'élevage français une valeur globale atteignant 26 milliards de francs (soit 2.600 milliards d'anciens francs). Dans cette évaluation l'élevage bovin représente 20 milliards 500 millions, soit 79,5 %, l'élevage porcin 2 milliards environ soit 8 %, l'élevage ovin 1 milliard 500 millions soit 5,75 %, l'élevage chevalin 1 milliard 663 millions, soit 6 % ; les volailles représentant malgré leur très grand nombre une valeur relativement faible 0,75 %.

2° Revenu de l'Agriculture française.

Pour l'année agricole 1960-61, le revenu de l'agriculture française est estimé à 36 milliards 800 millions (NF). Il convient de noter que dans cette évaluation, les productions animales représentent 23 milliards 700 millions soit 64,5 % et les productions végétales 13 milliards 500 millions, soit 35,5 % ce qui souligne la prédominance actuelle des productions animales. Une remarque s'impose aussi, pour faire apparaître l'accroissement très important du cheptel depuis la fin du deuxième conflit mondial et l'inversion dans la valeur relative des productions animales et végétales qui en est la conséquence. En 1938, dernière année de référence avant le début des hostilités, l'effectif bovin français comprenait environ 13 millions de têtes (20 millions en 1961) et la valeur de la production animale dans le revenu annuel de l'agriculture représentait 35 %. Si nous avons tenu à communiquer ces chiffres, quelque fastidieux que puisse paraître leur examen, c'est afin de donner un élément de

Composition et estimation du cheptel français (Octobre 1962)

	Catégorie	Nombre en milliers de de têtes	Bases de l'évaluation (valeur moyenne)	Valeur (en milliers de Francs (NF))
BOVINS	Taureaux	194,7	1.000	194.700
	Bœufs	920,3	1.350	1.242.405
	Vaches de travail	1.116,9	980	1.094.562
	Vaches de boucherie ...	1.440,6	980	1.411.788
	Vaches laitières	7.931,9	1.500	11.897.850
	Elèves au-dessus d'un an	4.648,4	700	3.253.880
	au-dessous d'un an	3.756,8	400	1.502.720
		20.009,6	Total de l'es- pèce bovine	20.597.905
OVINS	Béliers	163,6	250	40.900
	Moutons	301,6	190	57.304
	Brebis	6.019,7	200	1.203.940
	Agneaux	2.624,6	75	196.845
		9.109,5	Total de l'es- pèce ovine	1.498.989
PORCS	Verrats	48,6	600	28.860
	Truies	1.060,8	500	530.400
	Porcelets + de 6 mois..	2.532,3	280	709.044
	Porcelets — de 6 mois..	5.282,3	150	792.345
		8.923,5	Total de l'es- pèce porcine	2.060.649
	Chevaux tous âges.....	1.663,9	1.000	1.663.900
	Caprins tous âges.....	1.166,7	80	93.336
	Volailles (gallinacés) ...	80.000	250	200.000
	Valeur totale de l'ensemble des espèces ci-dessus soit 26 Millards de NF			26.114.779

référence permettant de comparer la valeur du cheptel français à celle de nos plus grandes activités nationales. C'est aussi pour souligner l'augmentation du cheptel français en ces dernières années,

augmentation à laquelle l'application d'une prophylaxie rationnelle des épizooties a certainement contribué.

Il n'est pas sans intérêt de noter les valeurs absolues et relatives des diverses productions animales dans le revenu annuel de l'agriculture.

Dans l'évaluation globale des productions animales (23 milliards 700 millions) représentant 64,5 % du revenu de l'agriculture :

la production de la viande représente 12 M 144 m, soit 33 %,

la production laitière représente 7 M 544 m, soit 20,5 %,

la production avicole (œufs, volailles) 3 M 864 m, soit 10,5 %,

les autres productions (laines, cuirs, etc...) ne représentent que 0,5 % soit 184 millions.

3° Estimation des pertes économiques déterminées par les principales épizooties.

Cette étude nous conduit immédiatement à distinguer les pertes déterminées par les épizooties qui, grâce à l'application d'un programme d'action sanitaire, sont en voie de disparition telles la fièvre aphteuse et la tuberculose bovine et celles qui conservent toute leur gravité, en attendant qu'une lutte systématique soit entreprise, telles les brucelloses et les mammites.

L'exemple de la fièvre aphteuse est particulièrement significatif. Pour indiquer la gravité de cette maladie il suffit de rappeler le nombre de foyers constatés au cours des dernières grandes épizooties. Les statistiques nous donnent : en 1938, 218.295, en 1952, 320.016, en 1957, 99.000.

Les résultats de la lutte systématique engagée par l'application de l'arrêté ministériel du 23 août 1961, rendant obligatoire la vaccination des bovins âgés de plus de six mois et l'extinction des foyers par abattage apparaissent clairement dès que l'on note qu'au cours de 1962, 198 foyers seulement ont été constatés et supprimés par l'abattage ; en 1963, 28 foyers également supprimés par l'abattage et depuis le début de 1964, 36 foyers supprimés par l'abattage. On peut donc affirmer qu'en trois ans une prophylaxie rationnelle a supprimé les pertes économiques dues à la fièvre aphteuse. Ces pertes ont été évaluées, à plusieurs reprises par les directions des services vétérinaires avec la collaboration des directions des services agricoles et celle des organismes professionnels agricoles et vétérinaires. Avec une exactitude estimée suffisante elles ont été évaluées à 200 millions (20 milliards AF) pour chaque année entre 1950 et 1960.

Dans une communication récente (1), nous avons indiqué que le programme de lutte contre la tuberculose bovine ne connaissait pas encore son complet achèvement, mais que l'on peut espérer parvenir à l'éradication de la maladie dans un proche avenir, soit à la fin de 1965. Nous avons rappelé à cette occasion que les pertes annuelles déterminées par la tuberculose bovine avaient été estimées à 100 millions (10 milliards AF). En définitive, au cours de la dernière décennie, l'application de mesures rationnelles de lutte contre les épizooties, a eu pour résultat de supprimer chaque année une perte de 30 milliards (AF), soit 300 millions de francs subie par l'élevage français. En valeur relative, cette somme représente 1,5 % de l'ensemble des deux principales productions animales, soit 19 milliards 688 millions comprenant 12 milliards 144 millions pour la production de la viande et 7 milliards 544 millions pour la production laitière.

L'intérêt économique de la lutte contre les épizooties s'affirme donc par le fait que l'application de mesures rationnelles de prophylaxie de la tuberculose bovine et de la fièvre aphteuse a fait disparaître des pertes économiques représentant 1,5 % de la valeur totale de la production de la viande et du lait.

Ce résultat doit nous engager à étendre l'application de mesures de prophylaxie subventionnée et dirigée à d'autres maladies épizootiques dont la gravité économique apparaît à la lecture de la liste suivante :

		Pertes annuelles
		—
Espèce bovine :	Brucellose	400 millions F
	Mammites	200 —
	Maladies parasitaires	50 —
Espèce porcine :	Maladies contagieuses	80 millions F
	(pestes porcines notamment)	
	maladies parasitaires	5 —
Espèce ovine :	Brucellose	5 millions F
	maladies parasitaires	10 —
Equidés :	(pour mémoire)	
Volailles :	Maladies contagieuses (peste aviaire notamment)	50 millions de F

Soit au total pour l'ensemble des espèces domestiques 700 millions de francs (70 milliards d'anciens francs par an).

(1) Académie Vétérinaire de France. Séance du 21 mai 1964.

Dans cette énumération, la part la plus importante revient à la brucellose bovine, ce qui souligne la nécessité d'entreprendre dans le meilleur délai une lutte systématique ayant pour premier objectif la suppression des pertes économiques par la mise en œuvre rationnelle de la vaccination et comme objectif final l'éradication de la maladie sans laquelle aucun résultat ne saurait être tenu pour définitif.

Reprenant les bases de calcul déjà utilisées nous pouvons observer que l'éradication de la brucellose bovine s'accompagnera de la suppression de pertes économiques représentant 2 % de la valeur des deux principales productions animales réunies, la production de la viande et la production du lait. La lutte contre la brucellose bovine doit être la tâche principale de la profession vétérinaire au cours des dix prochaines années.

L'intérêt économique de la lutte contre les épizooties se confirme par le fait que l'éradication de la brucellose bovine fera disparaître des pertes économiques représentant 2 % de la valeur totale de la production de la viande et du lait.

Notre étude serait incomplète si, fidèle à l'esprit de notre profession dont l'intervention doit conserver un caractère économique, nous ne nous efforcions pas d'apprécier la valeur de l'opération. Lorsqu'il sera complètement terminé le programme de lutte contre la tuberculose bovine aura exigé de la part de l'Etat, échelonné sur 11 ans (de 1954 à 1965), un crédit global s'élevant approximativement à 900 millions F (soit 90 milliards AF).

On peut noter, ainsi que nous l'avons fait précédemment que si le plan de lutte n'avait pas été entrepris, pendant le même laps de temps, les pertes eussent été supérieures aux crédits utilisés et en raison de l'accroissement du cheptel on peut même valablement admettre que ces pertes ne cesseraient d'augmenter.

Dans le domaine de la lutte antiaphteuse la différence est plus grande encore entre la valeur des pertes supprimées par une lutte systématique et les crédits utilisés pour l'application des mesures prescrites. Au cours des années 1962 et 1963, les subventions accordées par l'Etat pour l'application de la vaccination antiaphteuse sur la base de 1 F par dose vaccinale, s'élèvent à 17 millions de F (soit 1 milliard 700 millions d'anciens francs). Quant aux crédits dépensés pour indemniser les éleveurs dont les animaux ont été abattus, ils représentent en moyenne 20.000 F par foyers.

Depuis la mise en application de l'arrêté ministériel du 23 août 1961, les crédits engagés par l'Etat en vue de la lutte antiaphteuse repré-

sentent annuellement 20 millions F et assurent la suppression de pertes économiques évaluées 200 millions.

L'intérêt économique de la lutte contre les épizooties se confirme par le fait que tant dans le domaine de la tuberculose bovine que dans celui de la fièvre aphteuse, les dépenses engagées sont inférieures aux pertes qu'elles suppriment et ne représentent même dans le cas de la fièvre aphteuse que 10 % de ces pertes.

Il est enfin un dernier point que l'on ne peut passer sous silence.

Dans le cadre de la Communauté Economique Européenne, notre pays est placé devant l'obligation de donner aux acheteurs des pays membres les garanties sanitaires que ces pays exigent et qu'ils se sont eux-mêmes engagés à fournir.

L'intérêt économique de la lutte contre les épizooties se confirme enfin par le fait qu'il est nécessaire dans le domaine des échanges internationaux d'animaux vivants et de produits d'origine animale, de donner aux acheteurs des garanties sanitaires qui ne peuvent être obtenues sans l'application de mesures de prophylaxie dirigée et subventionnée par l'Etat.

En conclusion :

L'intérêt économique de la lutte contre les épizooties est démontré :

1° par la disparition des pertes dues à la tuberculose bovine et à la fièvre aphteuse, pertes représentant 1,5 % de la valeur globale de la production laitière et de la production de la viande ;

2° par la nécessité de supprimer les pertes dues à la brucellose bovine, représentant 2 % de la même valeur ;

3° par le fait que les crédits nécessaires à l'exécution des interventions de prophylaxie sont toujours inférieurs aux pertes qu'ils suppriment et ne représentent parfois qu'une faible fraction de ces pertes ;

4° par l'obligation de donner aux acheteurs étrangers dans le cadre de la Communauté Economique Européenne des garanties sanitaires que l'on ne peut obtenir sans l'application de mesures de prophylaxie dirigée et subventionnée par l'Etat.

*Ministère de l'Agriculture
Direction Générale de la Production et des Marchés
Service Vétérinaire*